

Temps forts de l'actualité

Danièle Demoustier et Philippe Kaminski

Numéro 299, février 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021826ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021826ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Demoustier, D. & Kaminski, P. (2006). Temps forts de l'actualité. *Revue internationale de l'économie sociale*,(299), 5-6. <https://doi.org/10.7202/1021826ar>

TEMPS FORTS DE L'ACTUALITÉ

Globalisation de la solidarité : troisième rencontre internationale à Dakar

La troisième conférence internationale « Globalisation de la solidarité : renforcer le pouvoir des peuples » a réuni à Dakar, du 21 au 27 novembre 2005, 1 200 participants provenant de 75 pays, à l'initiative du Ripess⁽¹⁾. Après Lima (1997) et Québec (2001), la capitale sénégalaise a été le lieu de convergence de multiples expériences et recherches sur des modes de développement plus solidaires : tables rondes, ateliers, village du commerce équitable et nombreux échanges informels ont rythmé des journées riches de questions et de débats. Une marche sur la grande avenue dakaroise a démontré la mobilisation populaire autour des pratiques d'engagement collectif et des revendications pour une maîtrise des ressources, des relations économiques plus équitables, une éducation pour tous, la reconnaissance des initiatives populaires...

Portée par une multitude de groupements surtout animés par des femmes et des jeunes, l'idée de la construction d'une économie sociale et solidaire se diffuse rapidement dans toute l'Afrique de l'Ouest (le lien est fait avec le forum social qui doit se tenir en 2006 à Bamako, qui avait déjà accueilli une réunion préparatoire ; une conférence nationale est prévue au Cameroun en avril 2006...). A partir de l'émergence de ces initiatives collectives basées sur la solidarité de proximité et qui touchent la production, le commerce, le crédit, mais aussi l'éducation, la santé, la collecte des déchets..., il s'agit aujourd'hui de construire des structures socio-économiques viables, susceptibles de dépasser une simple économie de survie (où l'argent et les biens

circulent, mais avec une faible capacité d'accumulation) pour alimenter une économie de développement qui ne détruise pas les formes de solidarité, mais les renforce. Ainsi, l'appui des pouvoirs publics⁽²⁾ et de la communauté internationale est indispensable pour reconnaître et consolider de telles dynamiques sans se substituer à elles, mais en offrant le cadre régulateur et les conditions d'élargissement de la solidarité et de l'effort collectif. La conférence a mis l'accent sur la nécessité de la mise en réseau des expériences, du développement des échanges Sud-Sud et Sud-Nord sur la base de la réciprocité ; une conférence des gouvernements, présidée par la ministre belge de l'Economie sociale, a incité à leur reconnaissance publique, mais a également démontré les difficultés à sensibiliser les pouvoirs publics afin qu'ils mettent en œuvre les moyens appropriés pour sortir cette économie populaire, d'une part, d'une vision très résiduelle et, d'autre part, d'un fonctionnement très informel.

Dans le cadre de l'alternance Sud-Nord, la prochaine conférence internationale devrait se tenir en Belgique au printemps 2007.

Danièle Demoustier ●

Les « Mots d'or » de l'économie sociale

Le 17 novembre dernier, Edith Archambault et moi-même avons eu le plaisir de nous voir décerner au centre culturel des Finances, à Bercy, la médaille des Mots d'or, catégorie « Presse écrite », pour notre article « Vers un compte satellite des institutions sans but lucratif (ISBL) en France », publié dans le numéro 293 de la *Recma*. Le jury

(2) Un séminaire international de chercheurs a précédé la conférence internationale, sur le thème : « L'Etat social : renouvellement au Nord, reconstruction au Sud ».

(1) Réseau international pour la promotion de l'économie sociale et solidaire.

précise dans ses attendus qu'il a particulièrement apprécié « *le remarquable traitement terminologique comparé de l'économie sociale* » que nous y avons présenté.

L'annonce de ce prix fut pour nous une double surprise : d'abord, cet article, qui reprenait un exposé fait au précédent colloque de l'Addes, n'avait pas pour but de faire œuvre originale, mais de mettre un peu d'ordre dans l'imbroglio terminologique qui obscurcit en permanence les

débats sur l'économie sociale, et en aucune façon nous ne pensions concourir pour une distinction. Il s'agissait de la dix-huitième édition des Mots d'or de la francophonie. Pour en savoir plus sur l'Association pour la promotion du français des affaires (Apfa), cliquez sur www.apfa.asso.fr ou sur www.presse-francophone.org, puis sur l'onglet Apfa. Vous verrez à quel point le travail réalisé par cette association est considérable.

Philippe Kaminski ●

L'année 2005 a vu disparaître le doyen Albert Pasquier dans sa quatre-vingt-onzième année. Il faisait partie du comité d'orientation de la *Recma*. Professeur à l'université du Mans, il avait soutenu en 1937 à Caen une thèse de la faculté de droit sur « Le stakhanovisme et l'organisation du travail en URSS », appuyée sur deux voyages dans le pays en 1936 et 1937. Agrégé en 1950, sa carrière s'est principalement déroulée entre Caen, Alençon et Le Mans, où il a ouvert dans les années 60 les premières formations en économie. En 1978, il marqua son intérêt pour l'économie sociale en créant le Collège des études coopératives, associatives et mutualistes (Cecam), appartenant au réseau des Collèges coopératifs initiés par Henri Desroche à l'École pratique des hautes études de Paris.

En 1980, sur la suggestion d'Henri Desroche faisant étape au Mans à la suite d'un accident de voiture, Albert Pasquier trouva l'opportunité d'ouvrir un DESS, sur le modèle d'un DESS d'économie coopérative existant déjà à Bordeaux, co-dirigé par le doyen Jacques Peyréga et Serge Koulytchizky. Elargi à l'ensemble de l'économie sociale, le DESS du Mans fonctionnera en osmose avec l'université de Bordeaux et restera longtemps le seul diplôme national de la spécialité en France. Aujourd'hui le DESS, fondu dans la matrice LMD, existe toujours ; il a été accompagné de la mise en place en 1991 d'un IUP Charles-Gide, qui porte à la centaine le nombre de diplômés qui sortent de l'université du Mans, tous les ans, aux différents niveaux officiels des formations tournées vers l'économie et la gestion des entreprises de l'économie sociale.

Albert Pasquier avait également initié une série de journées d'études sur l'économie sociale, dont les dernières avaient eu lieu en juin 1992 précisément sur le thème de la « Formation permanente en économie sociale, objectifs et modalités d'une participation universitaire ».

C'est un grand universitaire, initiateur de voies de formation longtemps considérées comme marginales, qui nous a quittés.

La rédaction